



Assurance maladie : des personnels mobilisés pour leurs salaires

Frédéric Guillon

15 déc. 2020 à 19:08

0

La mobilisation ne faiblit pas chez les personnels de l'Union pour la gestion des établissements des caisses de l'assurance maladie (Ugecam) : Ils n'acceptent pas qu'une partie des leurs soit exclue de la revalorisation salariale obtenue dans le cadre du Ségur de la santé. Nous les avons rencontrés à la maison d'accueil spécialisé Violette-Germain, à Francheville.

Ils font le même métier, ont le même employeur, s'occupent de patients ayant les mêmes problématiques pourtant, ils n'ont pas le même salaire. Cet « oubli » du Ségur de la santé oppose les employés du sanitaire et des Ehpad à ceux du médico-social, qui n'ont pas droit à la revalorisation de salaire de 183€ net. [Un mouvement social dont le premier coup de semonce a été donné le 3 décembre](#), par une grève et une manifestation devant le siège de l'Ugecam à Saint-Didier au Mont d'Or.

Le 2e a eu lieu lundi, à l'occasion d'un CSE tenu à la MAS Violette-Germain de Francheville. En s'invitant en chantant leurs slogans au début de la réunion, les manifestants ont pu de nouveau interpeller la direction régionale sur une situation jugée inacceptable.

Sourour est infirmière à la MAS de Francheville depuis 10 ans. Ses collègues infirmières de la Maisonnée, située juste à côté, bénéficient de la revalorisation, mais pas elle : « C'est une remise en cause de mes compétences alors qu'on est diplômées et formées comme les autres, pourquoi n'y avons-nous pas droit ? » Les patients pris en charge à la MAS sont les mêmes qu'à la Maisonnée, mais plus âgés. « Donc plus lourds aussi, traduit Sourour. On est un site pilote, avec des patients trachéotomisés, très dépendants... Leur prise en charge est très délicate. »

Pourquoi rester ?

Même son de cloche pour Caroline, aide-soignante depuis sept ans à Violette-Germain. Elle non plus ne verra pas son salaire revalorisé. Pourtant, comme ses collègues, elle assume une charge de travail importante : « Des patients compliqués, auprès desquels on s'implique beaucoup, émotionnellement aussi car eux ont besoin de stabilité. La responsabilité est forte, avec une amplitude de travail importante, tout ça pour un salaire de 1380€ mensuels ! J'aime mon travail et les patients mais pourquoi je resterais ici si mon travail n'est pas mieux reconnu ? »

Une interrogation que partage Sourour : « Je suis polyvalente, j'aime la technique, je ne vais pas rester d'autant plus que je n'aurais pas de mal à trouver ailleurs, dans le sanitaire (Ndlr avec le salaire revu à la hausse).

Déjà en difficulté pour trouver du personnel, notamment à cause des conditions de travail, cette inégalité ne devrait pas faciliter le travail pour palier les congés et les arrêts maladie. «Ce sera encore plus difficile, confirme Sabine Grangy, déléguée syndicale central CGT. On veut alerter sur ce problème car c'est qui risque d'arriver avec ce Ségur : mettre en difficulté toute la prise en charge du handicap.»

« Les directions régionales ont un rôle à jouer »

Le mouvement rebondit cette semaine et la mobilisation ne semble pas prête à s'essouffler. Le député de la circonscription, Cyrille Isaac-Sibille, recevra une délégation de grévistes la semaine prochaine : « On espère ainsi un relais auprès du Gouvernement et de l'Assemblée nationale, explique Sabine Grangy. Car il faut que ça bouge. C'est pour cela aussi qu'on est venu manifester aujourd'hui au CSE, car les directions régionales de l'Ugecam ont un rôle à jouer. Nous sommes un des premiers opérateurs au niveau national, si les 13 directeurs régionaux se mobilisaient, on pourrait en finir avec cette absurdité : eux d'ailleurs sont bien placés pour en être au courant puisqu'ils sont gestionnaires de deux types d'établissement et voient cette différenciation insupportable... Et ils y ont intérêt car sinon, à terme, ils ne trouveront plus de personnels pour faire tourner leurs établissements. »

Interpellé, le directeur régional de l'Ugecam Rhône-Alpes a répondu : « On applique le Ségur tel qu'il a été signé [...] Le contexte dépasse le cadre régional. Je conviens que ce n'est pas satisfaisant pour le champ médico-social, et j'ai d'ailleurs fait remonter au niveau national toutes ces incohérences et inégalités [...] Vous êtes mobilisés avec vos pancartes, moi je me bats aussi pour faire en sorte que les choses évoluent.»